

Unité départementale du Rhône
69 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 19/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

POURQUERY DMP

2 Espa. Henry Vallée
69007 Lyon

Références : UDR-CTESSP-24-210-SP
Code AIOT : 0006113275

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/07/2024 dans l'établissement POURQUERY DMP implanté 93 boulevard du parc d'artillerie 69007 Lyon. L'inspection a été annoncée le 19/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection a pour objet de faire un point sur les suites de l'inspection du 13 février 2024 relative aux rejets atmosphériques et à la gestion des odeurs émises par le site dans un contexte de plaintes de riverains.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- POURQUERY DMP
- 93 boulevard du parc d'artillerie 69007 Lyon
- Code AIOT : 0006113275

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement bénéficie d'un arrêté d'autorisation du 30 mars 2018 pour une activité de transformation des métaux non ferreux.

Les activités consistent en l'affinage des métaux non ferreux se caractérisant par les opérations suivantes :

- analyse des métaux non ferreux ;
- préparation des produits aux analyses, à la fonte et à l'affinage (broyage et oxydation thermique) ;
- fonte de métaux non ferreux ;
- affinage chimique et électrolytique de métaux non ferreux.

Contexte de l'inspection :

- Plainte
- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Odeur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Air - Conformité des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 28/03/2024, article 1	Astreinte	1 mois
2	Air - Conformité des points de rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 30/03/2018, article 3.2.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Air - Odeurs	AP de Mise en Demeure du 28/03/2024, article 1	Astreinte, Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
4	Modification des installations	Arrêté Préfectoral du 30/03/2018, article 1.3.1	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
5	Incidents	Arrêté Préfectoral du 30/03/2018, article 2.5	Demande d'action corrective	1 mois
6	Propreté des installations	Arrêté Préfectoral du 30/03/2018, article 8.1.3	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant la conformité des rejets atmosphériques, en l'absence d'analyse des rejets en cadmium

et d'analyse des rejets de la tour de lavage des équipements d'affinage depuis la dernière visite, l'Inspection est dans l'incapacité de vérifier la conformité de ces rejets vis-à-vis des exigences réglementaires susvisées. Par conséquent, l'Inspection propose, à madame la préfète, de maintenir l'arrêté préfectoral d'astreinte administrative n°DDPP-DREAL 2024-55 sans procéder, à ce stade, à une liquidation partielle.

Concernant la conformité des points de rejets atmosphériques, l'Inspection propose à madame la préfète de mettre en demeure l'exploitant au regard de la persistance de cette non-conformité.

Concernant les odeurs émises par l'établissement, au regard de la persistance de cette non-conformité et du non respect de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28 mars 2024, l'Inspection propose à madame la préfète de prendre un arrêté préfectoral d'astreinte administrative journalière d'un montant de 100€.

Concernant la non-conformité relative à l'exploitation des tours de lavage, l'Inspection propose à madame la préfète de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.

Concernant la non-conformité relative à l'activité non autorisée de réception et traitement de déchets, l'Inspection propose à madame la préfète de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Air - Conformité des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Air - Conformité des rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : <u>Article 1 – Arrêté de mise en demeure du 27 décembre 2022</u> La société Pourquery qui exploite le site de Lyon 7, est mise en demeure de respecter : [...] - Conformément à l’article 3.2.3 de l’arrêté préfectoral du 30/03/2018, de prendre les dispositions pour rendre ses rejets gazeux conformes sous 3 mois pour les conduits de fours et 6 mois pour le lavage. Les délais courent à compter de la notification du présent arrêté. <u>Article 1 – Arrêté d’astreinte du 28 mars 2024</u> La société POURQUERY DMP, sise sur le territoire de la commune de Lyon 7e à l’adresse suivante: 93 boulevard du Parc d’Artillerie est rendue redevable d’une astreinte d’un montant journalier de 100 euros (cent euros) jusqu’à satisfaction des dispositions de l’article 1 point 2 de l’arrêté préfectoral de mise en demeure n°: DDPP-DREAL 2022-307 du 27 décembre 2022 susvisé. Il est sursis à l’exécution de l’astreinte pendant un délai de 2 mois à compter de la date de notification à l’exploitant du présent arrêté. L’astreinte peut être liquidée partiellement ou complètement par arrêté préfectoral.
Constats : Lors de la visite du 13 février 2024, l'exploitant avait présenté à l'Inspection le rapport du 28 novembre 2023 correspondant aux analyses du 2 au 4 octobre 2023. Le rapport faisait état des

dépassements de valeurs limites d'émissions (VLE) suivantes :

- rejets du dépoussiéreur (filtre à manches, fours à induction) : Cd (0,0116mg/m³ pour 0,01mg/m³), Hg (0,744mg/m³ pour 0,01mg/m³) ;
- rejets filtre céramique (fours à gaz) : Hg (0,0317mg/m³ pour 0,01mg/m³) ;
- rejets tour de lavage (affinage chimique) : HCl (10,4mg/m³ pour 1 mg/m³).

L'exploitant avait expliqué :

- pour les rejets du dépoussiéreur : le dépassement en cadmium (Cd) était dû au traitement de lots d'argent qui pouvaient contenir ce métal malgré l'avertissement de l'exploitant aux fournisseurs de ne pas pouvoir traiter des lots contenant du cadmium. Le dépassement en mercure provenait de lots dentaires que l'exploitant souhaitait diminuer afin de respecter les VLE ;
- pour les rejets du filtre céramique : le dépassement en mercure était difficilement explicable ;
- pour les rejets de la tour de lavage : le dépassement était dû à un manque de traitement à la soude de la tour de lavage.

L'exploitant avait proposé pour le dépassement en mercure des rejets du filtre céramique d'ajouter un réactif dans le traitement des fumées. Aussi il avait évoqué un changement de four d'ici 1 an pour notamment améliorer la calcination et éviter la production de dioxines/furanes. L'Inspection avait noté que le dépassement en dioxines/furanes constaté en 2022 n'apparaissait plus. L'exploitant l'expliquait par des précautions prises dans le chargement du four (meilleure calcination).

A l'issue de la visite du 13 février 2024, l'Inspection avait demandé à l'exploitant de mettre en place des mesures pour respecter les VLE sous 2 mois.

Dans le cadre de la présente visite, l'exploitant a indiqué avoir procédé aux opérations suivantes depuis la dernière visite :

- curage de tous les conduits dits "froids" (fumées des fours électriques) et changement des cartouches de filtration du dépoussiéreur ;

- arrêt de la totalité des lots dentaires depuis le mois de juin 2024 ;
- mise en œuvre d'analyses systématiques de la matière provenant de trois clients ayant été identifiés comme à l'origine d'apports de mercure dans de précédents lots ;
- mise en œuvre de procédures de suivi des tours de lavage (cf constat n°3 ci-dessous).

Aussi, l'exploitant a transmis à l'Inspection, un rapport d'un organisme agréé, daté du 29 mai 2024, relatif à des analyses en mercure menées le 29 avril 2024 sur les rejets atmosphériques du dépoussiéreur (conduit n°1) et du filtre céramique (conduit n°2). Les résultats de respectivement 0,00803 mg/m³ et 0.000716 mg/m³ sont inférieurs à la valeur limite fixée à 0.01 mg/m³. L'Inspection a toutefois constaté que l'exploitant n'a pas fait réaliser d'analyse du paramètre cadmium. L'exploitant a néanmoins indiqué que l'analyse de l'ensemble des rejets atmosphériques du site serait faite fin juillet et a fourni à l'inspection la commande et le retour de l'organisme agréé sur la date d'intervention.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit, sous 1 mois, procéder à l'analyse de l'ensemble des rejets atmosphériques du site au regard des exigences de l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2018.

En l'absence d'analyse des rejets en cadmium et d'analyse des rejets de la tour de lavage des équipements d'affinage depuis la dernière visite, l'Inspection est dans l'incapacité de vérifier la conformité de ces rejets vis-à-vis des exigences réglementaires susvisées. Par conséquent, l'Inspection propose, à madame la préfète, de maintenir l'arrêté préfectoral d'astreinte

administrative n°DDPP-DREAL 2024-55 sans procéder, à ce stade, à une liquidation partielle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Air - Conformité des points de rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2018, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Air - Conformité des points de rejets atmosphériques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le nombre de points de rejet est aussi limité que possible. Les conduits associés à l'extraction sont les suivants:</p> <p>[voir tableau sur AP disponible sur Georisques]</p> <p>Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) sauf pour les installations de séchage où les résultats sont exprimés sur gaz humides.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 13 février 2024, l'Inspection avait constaté que le rapport d'analyses de 2023 des rejets atmosphériques transmis par l'exploitant faisait état de non-conformités des vitesses d'éjection pour le dépoussiéreur et le filtre céramique (respectivement 11m/s et 17,5m/s pour des valeurs requises de 24m/s et 20m/s). Aussi l'Inspection avait constaté que le rejet des tours de lavage (dans la cour) était situé à environ 6m de hauteur (10m requis).</p> <p>Dans le cadre de la présente visite, l'exploitant a transmis à l'Inspection le justificatif de rehausse des points de rejets des tours de lavage pour atteindre 10m de hauteur comme exigé par l'arrêté préfectoral susvisé.</p> <p>A la demande de l'Inspection, l'exploitant a procédé à une vérification de la hauteur du point de rejet du dépoussiéreur (conduit n°1) et a répondu, par courrier daté du 18 juillet 2024, que la hauteur est d'environ 9 mètres.</p> <p>Dans le rapport de contrôle des rejets atmosphériques du dépoussiéreur (conduit n°1) et du filtre céramique (conduit n°2), datant du 29 mai 2024 et transmis par l'exploitant, les vitesses mesurées à l'éjection par l'organisme agréé étaient de respectivement 13,5m/s et 19,1m/s. Les valeurs limites de 24m/s et 20m/s ne sont toujours pas respectées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit prendre les mesures nécessaires pour respecter les valeurs minimales de vitesse d'éjection de son arrêté préfectoral sous trois mois. D'autre part, l'exploitant doit rehausser l'exutoire de la cheminée du dépoussiéreur (conduit n°1) pour atteindre les 10m réglementaires sous trois mois.</p>

Au regard de la persistance de la non-conformité relative aux vitesses minimales d'éjection, l'Inspection propose de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Air - Odeurs

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 28/03/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Air - Odeurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28 mars 2024</u></p> <p>La société POURQUERY DMP, située 93 boulevard du Parc de l'Artillerie à Lyon 7^e, est mise en demeure de mettre en place, sous 3 mois, des mesures permettant à l'établissement de ne pas être à l'origine de gaz odorants susceptibles d'incommoder le voisinage conformément à l'article 3.1.3 de l'arrêté susvisé.</p> <p>Le délai part à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p><u>Article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2018</u></p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - limiter les émissions de polluants dans l'environnement, <p>[..]</p> <ul style="list-style-type: none"> - prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.
<p>Constats :</p> <p>Suite à la visite du 13 février 2024, l'Inspection avait demandé à l'exploitant de prendre les dispositions nécessaires pour supprimer les odeurs gênant les voisins sous trois mois.</p> <p>Dans le cadre de la présente visite, l'exploitant a indiqué avoir mis en œuvre plusieurs actions visant à réduire les odeurs émises par l'étuve de séchage des boues d'eaux vannes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réduction de la température de chauffe de l'étuve ; - Test non concluant d'un produit désodorisant ; - Etude de remplacement de l'étuve par une étuve plus performante. L'échéance envisagée de remplacement de l'étuve est fin 2024 ; - Etude de raccordement de l'étuve sur les systèmes de filtration du site mais l'étude a conclu que

le raccordement ne devrait pas améliorer la captation des odeurs.

A partir du suivi chronologique des constats d'un plaignant situé dans le voisinage immédiat du site, débuté fin janvier 2024, l'Inspection a questionné l'exploitant sur de possibles anomalies constatées par l'exploitant sur son site lors de plusieurs épisodes d'odeurs et/ou fumées constatées par le voisinage du site. L'exploitant a reconnu que les fumées jaunes observées, à trois reprises, provenaient bien de ses installations et plus particulièrement de l'unité de traitement des rejets d'affinage du site (trois tours de lavage en série). L'Inspection a constaté sur site la cohérence de cette information avec l'emplacement de l'exutoire de l'unité en question au regard d'une photo des fumées jaunes prises par un plaignant. Cette information est aussi cohérente avec le process mis en œuvre, susceptible d'émettre des fumées d'acide chlorhydrique et d'acide nitrique en cas de défaillance du traitement (tours de lavage).

Aussi, l'Inspection a consulté les documents utilisés par l'exploitant pour suivre le fonctionnement des tours de lavage et en assurer leur maintenance. L'Inspection a constaté :

- Les documents contiennent des incohérences/erreurs dans la dénomination des tours de lavage. A titre d'exemple, deux fiches distinctes de suivi de deux tours différentes avec des relevés différents sur la même période (du 1er au 11 juillet 2024) ont la même dénomination (L3). L'exploitant ne dispose pas non plus de plan permettant d'identifier clairement ces tours de lavage ;
- Les relevés journaliers présentés par l'exploitant indiquent, à certaines dates et avec une occurrence non acceptable, des valeurs de pH significativement inférieures aux valeurs cibles. A titre d'exemple, les relevés réalisés les 2, 3, 8 et 10 juillet 2024 par l'opérateur de maintenance, avant ajout de soude visant à rehausser le pH, indiquent des pH de respectivement 7, 5, 5 et 7 pour une valeur cible de 12. L'Inspection considère que la méthode de pilotage des tours de lavage par l'exploitant n'est pas satisfaisante ;
- L'ensemble de la maintenance des tours de lavage est réalisé par l'exploitant sans faire appel à une société spécialisée ou le constructeur de l'installation. Au regard de la complexité de l'installation et de son vieillissement, l'Inspection considère qu'un appui technique par une société spécialisée est nécessaire pour assurer un bon fonctionnement de cette installation ;
- La documentation d'exploitation des tours de lavage ne permet pas de distinguer clairement les pannes d'un fonctionnement normal. Les actions menées suite à des pannes ne sont pas non plus identifiées ;
- Un seul voyant lumineux relatif à un défaut de pompage de la tour de lavage L4, permet à l'exploitant d'identifier un problème sur le traitement des rejets atmosphériques de l'unité d'affinage. L'Inspection considère que les moyens automatisés d'identification d'anomalies et d'alerte sont clairement insuffisants.

Au regard des éléments ci-dessus, l'Inspection considère que l'exploitant ne prend pas toutes les dispositions nécessaires dans l'entretien et l'exploitation des installations de traitement des rejets atmosphériques des unités d'affinage pour prévenir en toutes circonstances, l'émission accidentelle, de substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage.

Par ailleurs, l'Inspection a constaté que l'exploitant procède à des traitements non prévus par son autorisation préfectorale du 30 mars 2018 (cf constat suivant n°4 "Modification des installations"). Il est possible que ces traitements expliquent aussi les odeurs constatées par le voisinage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit :

- **Prendre les dispositions nécessaires pour supprimer, sous 2 mois, les odeurs gênant les riverains ;**
- Au regard de la persistance de cette non-conformité et du non respect de l'article 1 de l'arrêté

préfectoral de mise en demeure du 28 mars 2024, l'Inspection propose à madame la préfète de prendre un arrêté préfectoral d'astreinte administrative journalière d'un montant de 100€.

- Sous 2 mois, s'assurer que la documentation d'exploitation ne comporte pas d'erreur de dénomination des installations et distinguer sans ambiguïté les différentes tours de lavage ainsi que leurs emplacements ;

- Faire réaliser, sous 3 mois, une expertise par une société spécialisée afin de :

- Revoir la méthode de pilotage, de suivi et de maintenance des tours de lavage afin de fiabiliser le fonctionnement des installations et permettre une alerte rapide de l'exploitant en cas d'anomalie de fonctionnement ;
- Définir le plan d'actions et les travaux à mener pour atteindre les objectifs précités.

- Mettre en œuvre, sous 4 mois, la méthode de pilotage, de suivi et de maintenance des tours de lavage préconisée dans l'expertise précitée. Les procédures d'exploitation devront être mises à jour en conséquence ;

- Mettre en œuvre, sous 4 mois, les travaux préconisés par l'expertise précitée.

Au regard des enjeux, l'Inspection propose à madame la préfète de prendre un arrêté préfectoral de mise en demeure sur le respect de l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2018 susvisé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Modification des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2018, article 1.3.1

Thème(s) : Situation administrative, Modification des installations

Prescription contrôlée :

Article 1.3.1 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2018

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant le 14 juin 2017 qui a été soumis à l'enquête publique. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Article 1.6.1 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2018

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Constats :

Dans le cadre de la présente visite, l'exploitant a indiqué procéder, environ tous les trimestres, à

des opérations de récupération de métaux non ferreux contenus dans des déchets, de types boues de station de traitement d'effluents aqueux et résines échangeuses d'ions. Il s'agit d'opérations de réception et traitement de déchets, opérations non autorisées par l'arrêté préfectoral du 30 mars 2018.

Par courriel du 3 juillet 2024, l'exploitant a transmis à l'Inspection un porter à connaissance relatif au réaménagement et à la modernisation des opérations d'affinage et de neutralisation. Il est aussi fait référence dans ce porter à connaissance à la volonté de l'exploitant d'ajouter les rubriques 2713 (Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux) et 2791 (Installation de traitement de déchets non dangereux) sans que les éléments d'appréciation associés ne soient détaillés dans ce porter à connaissance.

Aussi, le porter à connaissance précise que le réaménagement et la modernisation des opérations d'affinage et de neutralisation, vise une augmentation de capacité de 50% de la capacité d'affinage par rapport aux capacités actuelles. L'Inspection considère que la condition préalable à l'étude de la demande d'autorisation d'augmentation de capacité d'affinage est la régularisation des dysfonctionnements et non-conformités constatés dans le présent rapport, relatifs au traitement des rejets atmosphériques de l'établissement. A ce jour, cette condition n'étant pas vérifiée, l'Inspection considère que la demande d'autorisation d'augmentation de capacité d'affinage ne peut être instruite.

L'instruction du porter à connaissance précité, hors demande d'augmentation de capacité d'affinage, est menée indépendamment des suites de la présente visite.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit arrêter, sous 15 jours, les opérations non autorisées par l'arrêté préfectoral du 30 mars 2018, de types réception et traitement de déchets.

L'exploitant peut toutefois demander l'autorisation en incluant les éléments d'appréciation de cette modification dans une version révisée de son porter à connaissance déposé le 3 juillet 2024.

Au regard des enjeux, l'Inspection propose à madame la préfète de prendre un arrêté préfectoral de mise en demeure sur le respect des articles 1.3.1 et 1.6.1 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2018 susvisé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Incidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2018, article 2.5

Thème(s) : Autre, Incidents

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport

d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.
Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Constats :

En lien avec le constat n°3 ci-dessus, indiquant que l'exploitant avait reconnu avoir fait face depuis début 2024 à plusieurs dysfonctionnements de ses installations, l'Inspection a constaté que l'exploitant n'a pas déclaré ces incidents à l'Inspection contrairement aux exigences de l'article 2.5 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2018.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit :

- déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;
- transmettre à l'Inspection un rapport d'incident relatif aux événements survenus sur son site les 30 janvier 2024 vers 17h30, le 26 mars 2024 vers 16h et le 29 mars 2024 vers 18h15. Pour cela, l'exploitant utilisera le formulaire annexé au présent rapport.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Propreté des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2018, article 8.1.3

Thème(s) : Autre, Propreté des installations

Prescription contrôlée :

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Constats :

Dans le cadre de la présente visite, l'Inspection a constaté que les locaux de fonte, d'affinage et de traitement des effluents associés, nécessitent un nettoyage du fait d'une présence anormale de poussières et d'égouttures au sol ainsi que dans les rétentions.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit, sous 2 mois, procéder au nettoyage des locaux de fonte, d'affinage et de traitement des effluents associés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois